

Solidaires en action N° 151

Le 29 décembre 2017

En 2018, dans l'action et dans les luttes



Face aux ravages sociaux, démocratiques, écologiques... engendrés par des politiques de riches, injustes, méprisantes et répressives pour toutes celles et tous ceux qui entendent défendre leurs droits et mener le combat pour un autre monde plus juste, plus solidaire, plus humain, **notre engagement dans un syndicalisme de transformation sociale prend plus que jamais tout son sens.**

Dans un tel contexte, **la constitution d'un mouvement social fort et déterminé est une urgence fondamentale.**

Il est de notre responsabilité de tout mettre en œuvre pour favoriser la construction d'une mobilisation large et unitaire dans la rue, dans les entreprises et les administrations avec les salarié-es, précaires, chômeurs-euses, étudiant-es, retraité-es.

En 2018 plus que jamais dans l'action et les luttes...

ONET : 45 jours de grève et une victoire

En grève depuis le 2 novembre, et après **45 jours de conflit**, les 84 salarié-es de la société *ONET* ont arraché une énorme victoire ! Le mouvement avait débuté suite à une passation de marché, alors que la SNCF venait de faire le choix de confier le nettoyage des gares de banlieue du nord de l'Ile de France à la société *ONET*.

Comme lors de chaque appel d'offre, **la SNCF a fait le choix du « moins-disant » social** et de retenir l'entreprise la moins chère... Si l'entreprise qui obtient le marché est contrainte de reprendre les salarié-es avec leur ancienneté, elle s'empresse de remettre en cause leurs conditions de travail afin de dégager un maximum de profit.

Réduction de personnel, introduction de clauses de mobilités, la remise en cause des plannings, la remise en cause d'engagements pris par la précédente société ont déclenché ce conflit.



Les grévistes avaient ajouté à leurs revendications l'**application de la convention collective de la manutention ferroviaire** (plus favorable que celle de la propreté avec un 13^{ème} mois et une prime de vacances notamment), l'augmentation de la prime de panier, l'embauche en CDI d'un de leurs collègues sans-papier...

Les grévistes, soutenu-es notamment par SUD-Rail, ont réussi à arracher le passage de tou-ttes les salarié-es à la convention collective Manutention Ferroviaire, l'annulation de la clause de mobilité, le maintien de l'effectif, l'augmentation de la prime de panier, l'intégration en CDI du collègue sans-papiers, la prolongation des mandats des délégués jusqu'aux prochaines élections... Ils et elles ont également obtenu l'annulation de toutes les sanctions disciplinaires à l'encontre des grévistes !

Encore une fois, la lutte a payé !

EHPAD : mobilisation le 30 janvier

Ces dernières années, la presse a relayé les luttes des salarié-es des EHPAD (Etablissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), mettant en lumière la situation dégradée de ces établissements. **Les politiques d'austérité budgétaires successives ont transformé ces lieux de vie en mouiroir pour les résident-es et en lieux de souffrance pour les personnels qui y travaillent.**

En raison de contraintes budgétaires imposées, les salarié-es subissent chaque jour :

- ◆ Des cadences de travail insupportables, diminution du personnel et augmentation de la charge de travail,
- ◆ Des horaires particulièrement contraignants
- ◆ Une flexibilité et une mobilité extrêmes

Tout cela aboutit à la maltraitance institutionnelle et a des conséquences concrètes pour les résident-es (toilettes bâclées, repas expédiés, ménage non-fait). Les familles n'osent que trop rarement se plaindre du fait de la difficulté à trouver une place pour leur parent-e et par crainte de représailles sur leurs ainé-es. Les personnels hésitent à lancer l'alerte de peur de perdre leur emploi.

L'asphyxie financière du service public, du secteur privé non lucratif et le manque de places dans les structures se fait au profit de la marchandisation du soin vers le secteur privé lucratif (Korian, Orpea...).

Au final **c'est bien le/la résident-e qui pâtit, sa famille qui culpabilise et les personnels qui sont en souffrance.**

SUD Santé Sociaux, SUD Collectivités Territoriales, Solidaires et l'UNIRS lancent une campagne commune parce qu'ils/elles

- ◆ refusent que la population et les salarié-es des EHPAD fassent les frais des politiques d'austérité,
- ◆ exigent le recrutement massif de personnels qualifiés pour atteindre à minima un ratio (toutes fonctions confondues) d'un personnel par personne accueillie,
- ◆ revendiquent la titularisation (secteur public) et le passage en CDI (dans le privé) pour l'ensemble des personnels
- ◆ s'opposent à la marchandisation de ce secteur
- ◆ revendiquent la prise en charge de la perte d'autonomie par la solidarité nationale, contre les logiques assurantielles et marchandes.

Seule une mobilisation des personnels avec les résident-es, les familles, les citoyens/citoyennes, les syndicats et les élu-es (en les interpellant au besoin) permettra de gagner. Une intersyndicale se réunira le 9 janvier pour travailler à la construction du mouvement.

Organisons-nous, mobilisons-nous le 30 janvier 2018 ! Nous invitons toutes et tous (personnels, résident-es, familles, population, élu -es, avec les collectifs, les syndicats et les partis qui souhaitent s'y associer), à s'unir pour faire de cette journée une réussite collective.

KONECRANES Saint Vallier : la lutte a payé

Le 30 novembre, les salarié-es de **KONECRANES** (ex Terex) à Saint Vallier (Montceau les mines 71) se sont mis en **grève illimitée**, soutenu-es par l'intersyndicale SUD-CGT-CFDT de la boîte et par les unions départementales et locales CFDT, CGT et Solidaires.

Ils/elles refusaient le plan de licenciement de 41 salarié-es, sur 166 qui se serait traduit à terme par la fermeture du site, car depuis le rachat par Kone, ce site qui était un des fleurons de l'industrie de construction de grue automoteur et de charriot porte container, avec des savoir-faire reconnus, est devenu un site "annexe" qui sous traite pour les autres usines du groupe **KONECRANES**. Kone qui à l'origine ne fabrique pas ce genre de matériel n'est intéressé que par le rachat des brevets et des machines spécifiques afin d'accroître sa suprématie dans le domaine du portage industriel

Ce mouvement faisait suite à **3 jours de grèves début novembre** pour peser sur les négociations en cours. Les directions locales et internationales refusaient toute discussion sur l'avenir du site et par conséquent bloquaient les négociations, sans parler du non-respect des procédures du PSE.

L'intersyndicale a donc décidé de mobiliser les salarié-es contre ce PSE, pour le maintien de tous les emplois, de tous les postes et des savoir-faire. Il s'agissait aussi d'empêcher le déménagement des machines et des pièces détachées

Le 8 décembre, après 8 jours de grève et plus de 3H de négociation, la direction mondiale du groupe **KONECRANES** a décidé de renoncer au plan social qui et a annoncé travailler à des solutions pour maintenir la pérennité de l'usine de Montceau Saint Vallier.

Il s'agit donc d'une **belle victoire des salarié-es de KONECRANES et de l'intersyndicale CFDT- CGT- SUD** qui n'ont rien lâché malgré les provocations de la direction du site et ont su avec courage et détermination maintenir la pression jusqu'au bout sur la base de leurs revendications ! Ce qui s'est passé chez **KONECRANES** le confirme : Rien, absolument rien n'est perdu aujourd'hui ! **Isolé-es, nous ne sommes rien, mais ensemble nous pouvons et nous pourrions beaucoup !** Organisons-nous, débattons des moyens d'actions que nous pouvons mettre en place pour stopper cette hémorragie et reconquérir ce qui nous appartient !



Clermont-Ferrand : les éboueurs ont gagné

Le 12 décembre, 5 heures du matin, à l'appel de SUD Solidaires et de FO, les éboueurs de Véolia propreté de Clermont-Ferrand se sont mis en grève illimitée à 90 %. Leurs revendications portaient sur des augmentations de salaires et l'amélioration de leurs conditions de travail.

Face à l'intransigeance de la direction, la grève a été reconduite chaque jour. De 4h à 22h, les salarié-es ont tenu un piquet de grève devant l'usine, avec des AG quotidiennes pour décider des suites à donner au mouvement.

Les négociations étant dans l'impasse, le 4ème jour, les salarié-es ont décidé d'aller à la rencontre des élus de l'agglomération clermontoise qui finance Véolia pour assurer le service de ramassage des ordures. Ils et elles leur ont expliqué la dégradation de leurs conditions de travail (camions dans des états déplorables qui tombent en panne tous les quatre matins, pas suffisamment de mécaniciens pour les réparer, diminution des équipages à 2 sur certaines tournées de ramassage au lieu de 3) et leurs salaires insuffisants pour les tâches demandées et la pénibilité.

Après **4 jours de lutte**, la direction a été obligée d'accorder une prime exceptionnelle de 55 Euros mensuels pendant 1 an renouvelable. Les intérimaires bénéficieront désormais de la même organisation de travail que l'ensemble des salarié-es. Les équipages à 3 seront maintenus. Un groupe de travail syndicats et direction sera mis en place pour agir sur l'amélioration des conditions de travail.

Les ordures commençant à s'empiler dans la ville ont contraint la direction à revoir sa copie et à accepter de négocier. Le soutien et la compréhension des usagers ont aussi été déterminants dans l'issue du conflit.

Solidaires Auvergne salue **l'unité et la détermination les éboueurs-euses de Véolia** qui ont montré que par la lutte, on peut gagner !

Office national des forêts : manifestation réussie

1100 forestières et forestiers ont manifesté le 14 décembre à Paris pour la défense de la forêt et des personnels ! Venu-es dans 18 bus pour la plupart partis la veille mais aussi en voiture, en train, en métro, les manifestant-es (fonctionnaires, ouvrier-es, salarié-es administratifs et techniques) ont répondu massivement présents à l'appel de l'intersyndicale (SNUPFEN-Solidaires, CGT, CFDT, FO, UNSA).

Le défilé a été haut en couleurs composé de banderoles, d'une fanfare de tronçonneuses, d'innombrables arbres slogans et d'une banda. Nous sommes parti-es du Ministère de l'agriculture pour rejoindre l'Assemblée Nationale en passant par le Ministère de la transition écologique et solidaire et celui de l'outre-mer. Beau symbole que de se tourner vers les seuls interlocuteurs responsables en ignorant une direction générale qui méprise ses personnels !



Chaque organisation syndicale s'est exprimée avant le départ du cortège. Forêt, service public, santé et conditions de travail des personnels ont été au cœur des interventions, comme l'importance d'une **intersyndicale privée/publique** unie avec le soutien fort des personnels de tous statuts.

Vous n'avez pas pu être présent-e à Paris ce 14 décembre ? Consolez-vous : après cette journée déterminante, d'autres actions seront nécessaires pour obtenir la prise en compte par les tutelles du malaise social et des revendications des personnels ! Alors à bientôt dans l'action !

Paris : victoire des Vélib'

Après une **grève du 14 au 28 novembre qui avait été suivie par 100 % du personnel d'exécution**, les 267 salarié-es de Vélib' ont contraint leur actuel employeur, la société Cyclocity (filiale du groupe JCDecaux), le repreneur de l'exploitation des vélos en libre-service, la société Smovengo, et la mairie de Paris, donneuse d'ordre, à céder sur toute la ligne là où, après que la justice ait botté en touche, l'absence de courage politique de la municipalité et la prédation commerciale allaient les laisser sur le bord de la route.



Au terme d'un PSE signé avec Cyclo, suivi d'un protocole de fin de conflit puis, d'un accord tripartite avec Smove, **la CGT et SUD, dans une unité syndicale sans faille, ont remporté la bataille de l'emploi** : tous et toutes les salarié-es qui le souhaitent seront repris-es par ce dernier au 1er janvier prochain, sans période d'essai, avec la reprise de leur ancienneté dans leur salaire et pendant neuf mois en cas de rupture de leur contrat de travail. Ceux qui ne voudraient pas suivre bénéficieront de moyens importants en matière de reconversion professionnelle. Ce conflit victorieux démontre que, **en dépit de toutes les lois Travail successives, c'est le rapport de force qui permet aux travailleur-euses de se faire entendre et respecter !**

Retraité-es : carte de vœux à Macron

Le Président Macron dit lui-même « je ne suis pas le Père Noël », ce qui ne l'empêche pas de se montrer très généreux avec les plus riches ... en prenant dans les poches de tous les autres !

Les personnes retraitées ont déjà beaucoup contribué depuis 2013, en subissant non seulement une perte de pouvoir d'achat mais une diminution des pensions (gel et nouvelle taxe) et des revenus (mesures fiscales spécifiques aux retraités). Macron va encore plus loin, récupère 1,7 % sur la pension, comme à tous les revenus, mais sans aucune compensation. Il prétend que seront seulement touché-es les retraité-es « aisé-es parmi les plus aisé-es ».

Le Président Macron et son gouvernement mentent : deux personnes en couple en dessous du seuil de pauvreté, n'ayant que 1 000 € de pension mensuelle chacune, subiront cette hausse de 25 % de la CSG.

Les neuf organisations de retraité-es, qui agissent ensemble depuis 2014, CGT, FO, CFTC, CGC, Solidaires, FSU, FGR-FP, LSR, Ensemble &solidaires-UNRPA, ont réalisé **une « carte de vœux » au Président**. Chaque structure doit l'imprimer, la faire signer si possible en deux exemplaires, l'une pour envoi immédiat au Palais de l'Élysée, l'autre à conserver localement, pour **les déposer vers le 20 janvier, soit dans les Préfectures, soit pour Paris à l'Élysée**.

La carte est disponible sur le site de Solidaires : <https://www.solidaires.org/Retraite-es-Campagne-de-carte-de-voeux-a-envoyer-au-president-Macron>

C.H Charles Perrens de Bordeaux : non à la violence

Le personnel du Centre Hospitalier Charles Perrens de Bordeaux compte chaque semaine ses victimes de la violence dans le huis clos des unités d'hospitalisation. En effet, en 3 jours, 3 soignant-es ont été agressé-es dans leurs unités. **Cette recrudescence des passages à l'acte violent n'est pas une fatalité mais la conséquence de la diminution progressive du nombre de soignant-es, de la dégradation des conditions de travail et de la qualité des soins qui en découlent.**

Nous refusons d'accepter, de banaliser et de tolérer plus longtemps cette violence, de la considérer comme inhérente à la psychiatrie. Elle ne fait pas partie de notre travail et nous ne devons plus être les dommages collatéraux de la politique de la Direction qui a les moyens pour construire de nouveaux bâtiments mais pas pour augmenter le nombre de soignant-es dans les unités.

Avec en moyenne 3 soignant-es pour 20 à 25 patient-es, nous ne pouvons plus faire de soins psychiques, ni assurer la sécurité de tous, soignant-es comme patient-es. Nous appellerons à un rassemblement devant les unités de soins concernées à chaque fois que des collègues seront victimes d'actes de violence et nous communiquerons systématiquement pour rompre l'omerta... comme nous l'avons fait le 20 décembre.



VISA : lumière sur mairies brunes

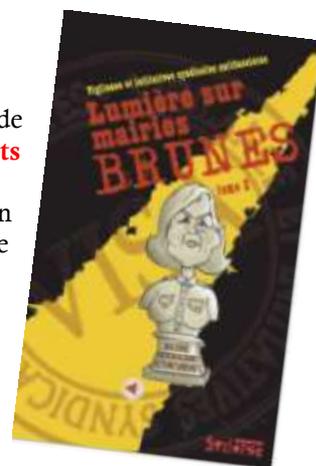
En 2015, l'association antifasciste intersyndicale VISA dont est membre Solidaires et plusieurs de ses organisations, publiait le 1er tome de « Lumière sur mairies brunes ». Il recensait tous **les faits et méfaits de la 1ère année de l'extrême droite aux pouvoirs dans les villes qu'elle occupe**.

Ce deuxième tome « lumière sur mairies brunes » couvre donc la période allant de juin 2015 à juin 2017. Il regorge d'informations sur les pratiques municipales plus ou moins radicales de l'extrême droite et illustre ainsi tous **les reculs sociaux qu'elle provoque lorsqu'elle exerce le pouvoir**.

« Lumière sur mairies brunes », c'est 236 pages et autant d'arguments contre l'extrême droite que l'on peut se procurer auprès de VISA (à partir de 5 euros l'unité, mais le tarif est dégressif en fonction du volume).

Parce que le combat contre l'extrême droite ne passe pas après les « autres » luttes syndicales au prétexte qu'elle a été battue aux présidentielles et qu'elle n'a obtenu « que » 9 député-es. Il faut continuer de lutter, sans relâche et avec la même force, **contre les politiques libérales, notre adversaire qui fait aussi monter le FN, et contre le fascisme, notre ennemi historique**. Cette brochure est un outil utile pour ça !

Toutes les informations pratiques sont sur le site de VISA : <http://www.visa-isa.org/>



Retrouvez les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/-Mobilisations-et-actualites->